

PROCESSUS DE BARCELONE

Dix ans après, quel bilan?

POINT DE VUE

Comment démocratiser le Monde arabe?



PORTRAIT

Association des oulémas irakiens



ZOOM

Centre Nord-Sud: partenariat et dialogue



EUROPE - TURQUIE

La bataille des chiffres



MEDIAS ARABES

Al-Jazira sur les TV françaises



Edito

Victoria Curzon Price
Présidente du Cermam

Professeur d'économie politique
à l'Université de Genève



Emeutes en France: causes et solutions

Toute l'Europe retient son souffle. Le gouvernement français va-t-il réussir à calmer les émeutes dans les banlieues? Vont-elles s'étendre à d'autres pays européens? Que faire pour que cela ne se reproduise pas?

La réponse à la première question est «oui». La France a une longue histoire de manifestations violentes, qui débouchent régulièrement sur des réformes. On peut évidemment se désoler que les institutions démocratiques françaises ne permettent pas toujours des réformes dans le calme, mais on ne se refait pas.

Si cette analyse est juste, la réponse à la deuxième question est «non». Les autres pays européens, qui possèdent également des minorités immigrées mal intégrées, ont d'autres traditions. Il serait surprenant de voir le système révolutionnaire français s'étendre, par exemple, en Suisse ou en Allemagne.

Mais – que faire? Le premier responsable de la marginalisation de la jeunesse est évidemment le chômage. La majorité de ces jeunes gens ne demande qu'à s'intégrer à la société ambiante par le travail et l'échange. En France, et dans d'autres pays européens, pourtant, ils rencontrent un obstacle de taille: le salaire minimum légal. Ainsi, la loi interdit l'emploi à un salaire inférieur à un seuil fixé politiquement, dans le but d'éviter des abus de la part d'employeurs exploitants et de rassurer les ouvriers. Mais à ce salaire, peu d'immigrés et d'enfants d'immigrés trouvent un emploi. Le salaire minimum est donc une immense usine à fabriquer le chômage. Il est souvent complété par des dispositions garantissant un revenu minimal. Non seulement on fabrique du chômage, mais on paye les chômeurs pour y rester.

Pour sortir de la crise, il faudrait que la France abolisse à la fois le salaire et le revenu minimums. Elle ne va évidemment pas le faire cette fois. Mais on verra quelque chose qui lui ressemblera: je parie que le gouvernement français, le calme revenu après une répression à la mesure de la violence, proposera des emplois encore plus subventionnés et restreindra l'accès au revenu minimum, pour toute personne jeune et en bonne santé. ■

Comment démocratiser le Monde arabe?

Hasni Abidi

Aujourd'hui, le Monde arabe peine à trouver une voie crédible vers la démocratisation. Après les échecs répétés des tentatives internes de changement, est-il dès lors envisageable de faire appel à l'étranger? Pour Ghazi Hidouci, l'ancien homme des réformes en Algérie, «le mouvement démocratique ne peut être qu'interne, dans le monde arabe comme ailleurs. L'apport extérieur, poursuit-il, a un rôle important à jouer, au sens où il peut offrir un soutien moral, logistique et juridique à un mouvement démocratique réprimé ou étouffé». L'action de l'étranger ne doit surtout pas «prendre la forme d'une ingérence guerrière». Aujourd'hui, conclut Hidouci, la pression étrangère sous plusieurs formes est «faible, mal informée ou négligente des réalités. Elle est contrainte, par une propagande puissante, de servir à la mainmise des Etats-Unis sur le Moyen-Orient». Il est légitime de faire appel à l'extérieur, mais la société civile et la consolidation d'une véritable culture démocratique sont les garants d'un printemps démocratique arabe tant attendu. ■

Sommaire

A lire dans ce numéro

Regards croisés

Bilan du Processus de Barcelone

2

Entretien

Centre Nord-Sud:
un espace de dialogue

3

Portrait

Association des oulémas irakiens:
quand les imams font de la politique

4

Zoom

Centre Nord-Sud, partenariat et
quadriologue

4

Recherche en cours

La politique démographique en Egypte

5

Note de lecture

Sardines and Oranges:
Short Stories From North Africa

6

Tribune

Pour une société
multiculturelle française

7

Marque-pages

Europe, Turquie et statistiques

7

Actualité

[Regards croisés]

Processus de Barcelone: quel bilan?

Roberto Aliboni

Vice-président de l'Institut des relations internationales (IAI) à Rome et directeur du programme sur la Méditerranée et le Moyen-Orient. Fondateur et membre de la Commission d'étude sur la Méditerranée (MeSCo).



Fifi Benaboud

Coordinatrice du Programme Transmed au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.



Ghazi Hidouci

Economiste et ministre algérien de l'Economie et des Finances de 1989 à 1991, exilé en France depuis l'arrêt du processus électoral en janvier 1992. Professeur à l'Université d'Artois et président de l'AITEC (Association internationale de techniciens, experts et chercheurs en économie). Consultant pour l'ONU et la Banque Mondiale, et pour diverses ONG.



mental reste la nature autoritaire des régimes en place dans les pays arabes et leur réticence face aux exhortations de l'Europe aux réformes. Avec sa politique de proximité et ses plans d'action, l'Union européenne (UE) est en train d'élaborer une nouvelle stratégie à l'égard du Sud. On attend d'en voir les résultats pour l'apprécier. Cela dit, le Partenariat n'est pas assimilable à une communauté, même s'il en est très proche sur le plan des relations intergouvernementales. Des liens très étroits ont été établis et, sur ce point, le Partenariat constitue un cas unique au niveau international. Pour qu'il y ait communauté, il faut que le Partenariat aille au-delà des excellentes relations intergouvernementales qu'il a permis d'établir. Il faut que de grands progrès soient accomplis sur le plan des relations entre les sociétés civiles, les cultures, les hommes. C'est là que réside le véritable défi, plutôt que dans une improbable démocratisation à court terme.

Fifi Benaboud: Barcelone n'a pas répondu aux énormes attentes qu'elle a suscitées en novembre 1995. Dès le début, d'ailleurs, les priorités des Quinze et celles des Douze n'étaient pas les mêmes: les questions sécuritaires et migratoires d'un côté, celles du développement et de la mise à niveau, de l'autre. La mise en œuvre des trois volets d'action ne s'est pas faite au même rythme. Et force est de constater que le troisième volet, dit «humain», a été le plus difficile à mettre en œuvre, du fait de la complexité de ses composantes: démocratie, droits de l'homme, libertés individuelles, etc. La Déclaration de Barcelone constitue un très bon cadre pour le partenariat Euromed. Et s'il fallait le réinventer, on ne ferait pas plus complet. Les lacunes sont liées au manque de volonté politique, des deux côtés de la Méditerranée, et à la mise en œuvre des mécanismes. Espérons que les célébrations de novembre 2005 ouvriront un chemin constructif pour ce partenariat absolument crucial pour la région, du fait de la proximité structurelle, géographique, historique, culturelle entre l'Europe et ses voisins du Maghreb et du Machrek ... mais aussi à cause des potentialités conflictuelles de leurs relations.

Ghazi Hidouci: Le bilan n'est pas flatteur pour l'Europe. Sur le plan économique, le cadre et les modalités des accords d'association sont apparus plus contraignants encore que les règles de l'Organisation mondiale

du commerce (OMC). De plus, l'élargissement de l'UE fait perdre de l'importance à ces accords. Sur le plan politique, l'Europe a manifesté avec éclat, plus que jamais, son inexistence dans la région. Sur le plan des droits de l'homme, tout en essayant, ici et là, d'apporter une aide, les institutions et les structures sont en général restées marquées par l'exclusivisme culturel et l'idéologie. Dans leurs interventions, elles sont restées éloignées des préoccupations réelles des sociétés. Elles ont manqué le coche et c'est bien dommage. L'avenir immédiat ne montre aucune éclaircie. Les pays membres du Partenariat vont être bien déçus fin novembre. ■

Propos recueillis par Myriam Suard.

POINT DE VUE

Barcelone: l'Europe entre sécurité et démocratie

Roberto Aliboni

Dans le Processus de Barcelone, les questions de la démocratie et des réformes sont un point sur lequel aucun accord n'a été trouvé. Les régimes politiques des pays du Sud de la Méditerranée, les partis religieux, et même certains libéraux, sont réticents à l'heure d'aborder ces questions, car ils voient dans cette discussion une ingérence dans les affaires internes. Or, pour le Haut Représentant de la Politique étrangère de l'Union européenne (UE), M. Javier Solana, la réforme politique dans les pays arabes est conçue par l'UE comme un élément de sa propre sécurité. Les Arabes sont critiques à l'égard de cette vision, et c'est légitime. Quant aux préoccupations sécuritaires, elles ont nui à la cause de la démocratie. Elles ont dominé les relations euro-méditerranéennes et la peur des gouvernements européens vis-à-vis des islamistes les a incités à soutenir la stabilité des régimes au détriment de la démocratisation. C'est pourquoi il sera nécessaire d'intégrer aussi les islamistes dans le débat sur les réformes politiques. ■

> Du 27 au 29 novembre 2005, le dixième anniversaire du Partenariat euro-méditerranéen sera célébré à Barcelone. Quelle est votre lecture personnelle de ce processus?

Roberto Aliboni: Les dix années passées depuis le lancement du processus de Barcelone n'ont pas permis aux partenaires méditerranéens d'identifier un véritable terrain d'entente. Le point d'achoppement fonda-

Actualité

[Entretien]

Fin septembre, s'est tenue à Marrakech une conférence organisée par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, portant sur la démocratie et la citoyenneté dans les pays sud-méditerranéens. La Lettre du Cermam revient sur l'événement.

Centre Nord-Sud: «un espace de dialogue»

Claude Frey

Président du Conseil exécutif du Centre Nord-Sud depuis 2004. Licencié ès sciences économiques de l'Université de Neuchâtel. Ancien conseiller national de 1979 à 2003 et président du Parlement suisse. Président de Chocosuisse, Biscosuisse et de la Fédération des industries alimentaires suisses.



Ghazi Hidouci

Economiste et ministre algérien de l'Economie et des Finances de 1989 à 1991, exilé en France depuis l'arrêt du processus électoral en janvier 1992. Professeur à l'Université d'Artois et président de l'AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs en économie). Consultant pour l'ONU et la Banque Mondiale, et pour diverses ONG.



> Le Centre Nord-Sud (CNS) réunit ici des participants venus d'horizons divers, dans le but d'améliorer la démocratie et la citoyenneté dans les pays du Sud de la Méditerranée. Qu'est-ce qui a motivé l'organisation de cette conférence et quel en est, selon vous, le bilan?

Claude Frey: A la base de toute démocratie, il doit y avoir une volonté de dialogue. Et le CNS, avec le programme Transmed notamment, se veut un espace de dialogue entre le Sud, le bassin mé-

diterranéen et le Nord. Il veut favoriser les échanges les plus francs, en insistant sur l'écoute et le respect de l'autre. La Conférence de Marrakech répond donc à ces mêmes objectifs. Elle a été un succès, car il y a eu un vrai débat.

Ghazi Hidouci: Le Centre a pour vocation d'apporter un soutien en termes de réflexion et d'analyse aux militants de la démocratie dans la région; il leur permet aussi de se rencontrer, d'échanger et de constituer des réseaux d'influence et d'action. Ce qui s'est fait à Marrakech participe de cela. C'est une bonne initiative à mes yeux, qui s'inscrit dans la tradition du Centre et du Conseil de l'Europe. Depuis toujours, ces deux enceintes ont su éviter les schématisations qui sont en vogue ailleurs. La question est évidemment d'actualité, suite aux profonds changements survenus depuis quatre ans à l'échelle mondiale et à l'émergence du thème de la démocratisation en tant qu'outil stratégique pour la gestion des conflits.

> Pensez-vous que la ligne de partage Nord-sud que le Centre a pris pour référence soit encore valable aujourd'hui? Ne souffrez-vous pas d'un problème de définition?

C.F.: Non, car en réalité on constate qu'il y a un dialogue qui doit se faire. Et l'objectif qui a été fixé il y a plus de quinze ans entre le Nord et le Sud consiste en quelque sorte en un développement de la solidarité. Le CNS disposant de moyens limités, il concentre son activité sur les trois domaines qu'il s'est assigné, tout en visant, sur le long terme, l'approfondissement de ses objectifs et l'élargissement du nombre de ses pays membres.

G.H.: Ce qui a toujours été d'actualité à mon sens, c'est le partage entre exploités et exploités, dominants et dominés, agresseurs et agressés. D'un point de vue économique, il existe un Sud, vaste et divers, qui va du pays objet de prédation minière ou agricole exclusivement (c'est le cas de nombreux pays africains) au pays plus ou moins légèrement en retard (par exemple les pays du G20); il existe un Nord formé des Etats-Unis, qui constituent un système à part, de l'Europe, du Japon et des autres. L'évolution actuelle du capitalisme en mercantilisme global accroît la pauvreté au Nord comme au Sud, ce qui est relativement nouveau.

> Quelle est la nature de l'influence du CNS auprès du Parlement et de la Commission européenne? Dans le foisonnement des institutions liées au Conseil de l'Europe, quelle est la particularité de ce centre basé à Lisbonne?

C.F.: Le CNS est une institution au budget très modeste. Il a néanmoins conclu, en janvier de l'année passée, un accord de coopération avec l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, accord qui lui donne la mission claire d'être un centre de compétences privilégié de cette Assemblée. Ainsi, lorsqu'une commission parlementaire aborde un sujet qui recouvre les objectifs du CNS (émigration, économie, etc.), ce dernier met ses compétences à sa disposition. Cependant, les liens avec l'Assemblée doivent encore être renforcés. ■

Propos recueillis par Myriam Suard.

AGENDA

décembre 2005

Salima Djebbari

Colloque

Economic Research Forum
12th Annual Conference 19-21
décembre 2005, Le Caire, Egypte

Lieu & organisation:
Grand Hyatt Hotel Economic
Research Forum for the Arab
Countries, Iran & Turkey /ERF
Contact: erf@erf.org.eg
www.erf.org.eg

Conférence

Etudiants étrangers dans
le monde arabe et dans l'espace
euro-méditerranéen: Compétence
migratoire et politique d'accueil
16- 17 décembre 2005, Tunis

Lieu & organisation:
Institut de Recherche sur le
Maghreb Contemporain/IRMC
Contact: Sylvie Mazzella;
www.irmcmaghreb.org

ZOOM

Le Centre Nord-Sud: partenariat et quadrilogue

Fifi Benaboud

Coordinatrice du Programme Transmed au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.



> **Que fait le Centre Nord-Sud (CNS)?**

La protection des droits de l'homme est l'une des priorités du Centre

Le CNS est une émanation du Conseil de l'Europe. Ses rapports avec le Parlement européen sont surtout de l'ordre d'un apport de compétences concernant la région méditerranéenne, compétences accumulées depuis une douzaine d'années. Le CNS présente cette particularité que le travail impliquant le «quadrilogue» lui confère un cadre où tous les acteurs sont mis à contribution et où les synergies sont soutenues. En outre, le programme Transmed du CNS, qui a été lancé début 1994 (c'est-à-dire avant la déclaration de Barcelone), a permis, depuis, de constituer un très vaste et solide réseau de partenariats entre pays européens et pays arabes, articulé en fonction des différentes thématiques du programme (dialogue interculturel, démocratie et citoyenneté, migration, éducation et jeunesse, médias et information).

> **Pourquoi une conférence telle que la conférence «Démocratie et Citoyenneté dans les pays du Sud de la Méditerranée»?**

Cette conférence s'inscrit dans une activité essentielle du Programme Transmed du CNS et du planning d'activités qui est le sien depuis 2003. Le contenu de la conférence, la qualité des participants et celle des débats ont été d'un très haut niveau. Les participants venaient d'horizons divers et les thématiques étaient complexes et sensibles, mais ils sont

parvenus à les aborder en adoptant une démarche constructive.

> **Selon vous, la division Nord-Sud est-elle dépassée?**

Le CNS n'a jamais fondé son approche sur une «ligne de partage» mais plutôt sur une «ligne de rapprochement et de dialogue». Il est un vecteur, un facilitateur de ce dialogue entre l'Europe et les pays du Sud de la Méditerranée. Il faut travailler à éviter que la Méditerranée ne devienne mer des ruptures, mer des fractures, «mer frontière». Le CNS ne souffre pas d'un problème de définition, dans la mesure où notre rôle de catalyseur, de facilitateur du dialogue, répond à un besoin réel dans une région où la frontière entre Sud et Nord est, qu'on le veuille ou non, bien tangible, tant sur le plan économique, démographique, culturel que sur celui des avancées démocratiques.

> **Quelle est votre feuille de route pour les Pays du Sud?**

Le CNS a pour tâche essentielle de créer et de susciter le dialogue politique entre les différents acteurs des deux rives de la Méditerranée. Et l'approche du CNS consistant à travailler sur la base originale du «quadrilogue» donne des résultats assez probants. Le quadrilogue signifie que nous travaillons obligatoirement avec les gouvernements, les parlements, les pouvoirs locaux et régionaux, et les ONG. Cette démarche crée des synergies entre les actions des différents partenaires et fait évoluer les processus existants.

La sensibilisation des opinions publiques aux valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe que sont la démocratie, l'Etat de droit et la protection des droits de l'homme est l'une des priorités du Centre.

> **Et pour les pays du Nord?**

La sensibilisation des opinions publiques européennes aux questions d'interdépendance et de solidarité est un élément essentiel à cet égard. C'est d'ailleurs l'un des objectifs primordiaux de ceux qui ont été à l'origine de la création du CNS il y a 15 ans. L'éducation et les médias restent les meilleurs outils pour atteindre cet objectif. Il me semble que nous devrions plutôt parler d'intérêts partagés et dépasser la notion de solidarité qui apparaît de plus en plus galvaudée. ■

Propos recueillis par Myriam Suard.

PORTRAIT

L'Association des oulémas musulmans irakiens: quand les imams font de la politique

Chiara Sulmoni

Assistante de recherche au Cermam

Hasni Abidi

Si le référendum du 15 octobre a montré que les sunnites étaient assez influents pour bloquer le processus politique lancé par Paul Bremer, il a surtout marqué l'entrée en scène de l'énigmatique *Hayaat Al-Ulema Al-Mouslimine*, l'Association des oulémas musulmans (AOM). Après avoir appelé au boycott des élections législatives en signe de protestation contre le siège de Falloudja en novembre 2004, à l'occasion duquel elle avait assuré avec succès le rôle de médiateur pour l'obtention d'un cessez-le feu, l'AOM a pris la tête de la contestation pacifique en Irak. Fondée en avril 2003, quelques jours après la chute du régime de Saddam Hussein, l'Association s'est illustrée en donnant une voix écoutée à la minorité sunnite. Elle s'oppose fermement à l'occupation américaine et considère comme illégitimes tous les gouvernements qui en sont issus. En 2004, elle a adhéré à la Conférence nationale irakienne contre l'occupation, qui invite tous les courants nationalistes et islamiques irakiens à refuser de participer au processus politique tant que durera l'occupation.



Si elle ne se voit pas comme un parti politique, l'Association fait montre d'une activité indiscutable dans les affaires publiques. Ses membres jouissent d'une influence suffi-

Actualité

[Recherche en cours]

sante pour mobiliser la communauté sunnite. L'AOM, dont le secrétaire général est le cheikh Harith Sulayman al-Dari, regroupe tous les oulémas irakiens ainsi que les universitaires et enseignants arabes et kurdes proches de la tendance qu'elle représente. Elle contrôle plus de 5000 mosquées. Son autorité est assurée par des chefs religieux très connus comme Abd al-Salam al-Kubaisi, Abd al-Sattar abd al-Jaber et le cheikh Abdul Ghafur al-Samarrai.

Si l'Association s'oppose aux enlèvements et à la violence contre les civils – elle est intervenue en faveur de la libération de plusieurs otages – elle n'a pas manqué d'exhorter, la *Charia* à la main, l'armée et les forces de police irakiennes à ne pas combattre aux côtés des forces de la Coalition dirigée par les Américains.



Le cheikh Harith al-Dari

Après sa participation, en octobre 2004, à une conférence appelant au boycott des élections de janvier 2005, plusieurs de ses membres ont été arrêtés. Par la suite, d'autres imams ont été interpellés par les services irakiens, ce qui a entraîné la fermeture des mosquées pendant trois jours pour dénoncer les assassinats ciblés d'imams, perpétrés selon le cheikh al-Dari par l'organisation *Badr*, issue du Conseil supérieur de la révolution islamique.

La réussite de la démocratisation en Irak est étroitement liée à la question de la participation sunnite. Après avoir rappelé l'illégitimité des élections de janvier 2005, l'AOM a néanmoins déclaré qu'elle était disposée à se mettre en rapport avec le gouvernement (car une partie des sunnites avaient tout de même voté); parmi les 17 sunnites adjoints au Comité de rédaction de la Constitution, on a pu compter quelques membres de l'Association. C'est l'amorce d'une évolution vers une attitude politique plus pragmatique, à vérifier aux élections de décembre prochain. ■

RECHERCHE EN COURS

Economie politique et évolution démographique en Egypte, de 1954 à nos jours

Elena Ambrosetti

Doctorante à l'Institut national d'études démographiques (INED, Paris) et assistante de recherche à l'Université La Sapienza (Rome).



Cette recherche a pour objet d'étudier la fécondité en Egypte au cours des 50 dernières années, afin de comprendre les mécanismes de transition de la fécondité. On analyse en premier lieu les théories de cette transition, puis on tente d'en expliquer la réalité en Egypte. Après avoir résumé et passé en revue les principaux thèmes et théories, cette étude confirme les résultats de Mc Nicoll (1980) et de Greenhalgh (1995) sur l'importance du contexte social, culturel, politique et économique qui préside à la transition de la fécondité. Cette thèse reconnaît également l'importance de la dynamique temporelle des mutations aux niveaux micro et macro, ce qui conduit à lier aux comportements individuels les changements qui interviennent au niveau macro.



Marché populaire du Caire

Les mutations de la fécondité sont liées aux changements des facteurs qui l'influencent directement. Dans le même temps, l'évolution des facteurs indirects, tels que les ressources et le capital éducatif, est un élément clé des transformations démographiques. Dans le cas de l'Egypte, pays arabe et musulman, la famille et le mariage jouent un rôle primordial au sein de la société. C'est la

famille, plutôt que l'individu, qui constitue l'unité sociale la plus pertinente, et chaque génération délègue ses ressources financières à la suivante à travers le mariage, en espérant maintenir la fortune, la réputation et le statut social de la famille.

En ce qui concerne les facteurs influençant indirectement la fécondité, sont étudiés l'éducation des femmes et leur participation au marché du travail, la situation socio-économique des ménages, les liens entre fécondité et pauvreté, l'importance de la religion sur les choix en matière de fécondité, ainsi que l'incidence des migrations sur les comportements de fécondité. En outre, le but de cet essai est d'étudier la fertilité au niveau de l'administration gouvernementale, de l'habitat rural et urbain, et aussi de proposer une analyse suivant les différents échelons administratifs du pays (*Markaz*, *Qism*, *hai*) et selon les villes, comme cela a été fait pour le calcul de l'Indice du développement humain (IDH). ■

Conférence - Débat

Reform and Democracy in the Arab World

Université de Montréal,
Université McGill et CERMAM

A paraître dans les Cahiers du CERMAM:

La paix par le Dialogue des cultures
sous la direction de Hasni Abidi
L'Islam est-il passé à l'Ouest?
Olivier Roy

AGENDA

Février 2006

La dimension religieuse dans l'œuvre d'Ibn Khaldoun 20-22 février 2006, Tunis

Organisation: Université Ezzitouna & Ministère des Affaires religieuses, Tunisie. Contact: Salem. Bouyahia@uz.rnu.tn

Actualité

[Note de lecture]

Sardines and Oranges: Short Stories From North Africa

de Peter Clark, Londres, Banipal Books,
2005

Chiara Sulmoni

Assistante de recherche au Cermam

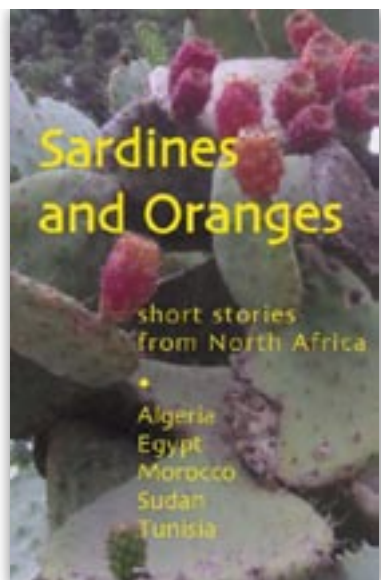
Ce recueil de contes bénéficie de l'expérience précieuse de Banipal, éditeur de littérature arabe contemporaine traduite pour le lecteur anglophone. Cette adaptation n'empêche pas les 26 histoires d'auteurs nord-africains et arabes (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte et Soudan) d'évoquer atmosphères, paysages et rythmes de vie typiques. À travers le regard désenchanté des personnages, le lecteur est entraîné dans leur vie quotidienne et dans leur lutte pour la survie. Que les auteurs évoquent une enfance dure ou qu'ils décrivent un présent confiné, les récits se déroulent autour des souvenirs d'une existence difficile, tristement dominée par la violence familiale ou par la pauvreté – souvent par les deux –, dans un contexte marqué par les suites de la colonisation et ses conséquences directes ou indirectes sur les conditions de vie du pays où l'action se situe et de sa population, ou par de nombreuses injustices sociales. Les tentatives de défense ou de définition de l'identité des personnages deviennent un motif central du recueil, dont le fil directeur est constitué par la solitude intérieure et l'aliénation.

Dans *Sardines and Oranges*, de Mohammed Zefzaf, on peut saisir, par l'évocation de l'existence misérable d'enfants marocains, la désillusion et la résignation qui font

suite à l'indépendance; *The Companion* de Mohammed Dib présente, à travers la vie et la mort d'un émigré rentré en Algérie, la rébellion résolue et parfois mortelle contre un passé de privation et de fatigue et le présent d'émigration forcée qui en est le résultat. *The Myth of the North* de Izz al-Din al-Tazi, également fondé sur les paroles d'un émigré, aborde le thème de l'absence – tant physique que spirituelle – et de la mémoire, tandis que *A Red Spot* de Rabia Rahiane parle de l'aspiration d'une jeune fille à une vie libre, sans joug et sans soumission. Toujours, le regard va se poser sur un horizon idéal et salvateur; toujours, le regard offert au lecteur, au lieu d'être celui d'un «acteur protagoniste», est celui d'un spectateur qui caresse le désir de fuir une réalité et des circonstances adverses.

Dans ce monde suspendu, les paysages accompagnent les personnages (*The Tortoise* d'Hassouna Mosbahi, *Life on the Edge* de Rachida el-Charni, *Wind* d'Ali Mosbah). Même les objets et les espaces circonscrits d'une maison, d'une ville ou d'un bureau jouent le rôle de gardiens d'espoirs violés ou d'une réalité immuable (*If She Comes* de Tayeb Salih, *The Picture* de Hassan Nasr). Mais ce qui poursuit surtout le lecteur, ce sont les regards, les jugements et les espoirs des nombreux enfants qu'on rencontre dans ces pages, qui affrontent avec gravité les problèmes de la vie comme s'ils étaient des adultes en miniature.

Selon l'éditeur Peter Clark, ce que l'on connaît de la littérature arabe par les traductions n'est que la partie émergée de l'iceberg. Au-delà de l'intérêt personnel nourri par les lecteurs du «crêneau», une entreprise comme celle de Banipal est donc essentielle pour permettre au lecteur européen de se familiariser avec des auteurs et une culture qui, comme lui, ont reçu la Méditerranée en partage. ■



Le CERMAM dans les médias

Radio Suisse Romande

Emission «Forum»
La Constitution irakienne
15 octobre 2005

24 Heures

Le procès de Saddam Hussein
17 octobre 2005

Radio algérienne chaîne 1

Sahara Occidental – 18 octobre 2005

Tribune de Genève

Le procès de Saddam Hussein:
une plaie ouverte - 18 octobre 2005

Le Temps

Un pont vers les mondes arabes
19 octobre 2005

Radio algérienne chaîne 3

Le procès de Saddam Hussein
19 octobre 2005

Rouge FM

Le procès de Saddam Hussein
19 octobre 2005

Radio algérienne chaîne 1

Rapport de la Commission indépendante de l'ONU sur l'assassinat de Rafik Hariri - 21 octobre 2005

Télévision ANN (U.K.)

Rapport de la Commission indépendante de l'ONU sur l'assassinat de Rafik Hariri - 21 octobre 2005

France Culture

L'adoption de la nouvelle constitution irakienne - 25 octobre 2005

24 Heures

Nouvel Irak, mêmes défis
25 octobre 2005

Tribune de Genève

Le nouvel Irak a une Constitution.
Tout reste à faire - 26 octobre 2005

Radio Orient

L'adoption de la nouvelle constitution irakienne - 26 octobre 2005

Actualité

[Tribune / Marque-pages]

TRIBUNE

Pour une société multiculturelle française!

Samiha Aloui

Diplômée en négociations commerciales internationales de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse

La France est en pleine crise depuis bientôt deux semaines. Certains parlent même de guerre civile! Les violences urbaines se sont déclenchées le 27 octobre à Clichy-sous-Bois, quand deux adolescents ont été retrouvés morts électrocutés dans un transformateur, alors qu'ils avaient fui la police. Ce fut l'étincelle qui a mis le feu aux poudres... et le début des émeutes. Quelle est l'origine de cette flambée, signe d'un malaise social important ou violence gratuite? Pourquoi brûler des voitures, des écoles, des gymnases, des commerces? Peut-être parce que le gouvernement n'a pas su prendre les mesures nécessaires pour

lutter contre l'exclusion. Peut-être aussi parce que ces enfants issus de l'immigration veulent prétendre aux mêmes droits et aux mêmes devoirs que les autres enfants de la République. Pourquoi parle-t-on d'intégration alors que l'on devrait parler d'insertion sociale?

Brûler semble devenu le seul moyen pour se faire entendre en haut lieu. Ces jeunes crient un besoin de reconnaissance et de respect de leur identité. Ils mettent le feu en bas de chez eux par désespoir, par mal de vivre (logements insalubres, taux de chômage 4 à 5 fois plus élevé que la moyenne nationale, exclusion sociale, recrudescence des bavures policières, discriminations, inégalité des chances...). Des jeunes en colère, révoltés, qui se sentent exclus, comme s'il existait deux France, celle des blancs et celle des autres. Nous sommes bien loin de cette France de toutes les couleurs représentée par l'équipe nationale lors

de la Coupe du monde de football en 1998. Il s'est créé un amalgame entre jeunes des banlieues et criminalisation de toute une génération. C'est à la société toute entière que sont adressés ces appels à l'aide et à l'écoute. Que l'on cesse enfin de s'arrêter sur une couleur et une origine.



On est loin de la France en couleur. Zidane et Thuram

Cette révolte des jeunes vise aussi et surtout Nicolas Sarkozy qui parle d'eux en employant un vocabulaire guerrier et méprisant. Le ministre de l'Intérieur veut débarrasser la banlieue de sa «racaille» et leur «rentrer dedans». Les quartiers sont désertés par les politiques. Au lieu d'envoyer des gendarmes et de décréter le couvre-feu, peut-être

vaudrait-il mieux écouter ces jeunes et essayer de trouver des solutions? Maintenant que les jeunes Français issus de l'immigration se sont enfin fait entendre, qu'ils changent d'arme et qu'au lieu du feu, ils choisissent le bulletin de vote...pour qu'enfin les choses changent véritablement! ■

MARQUE-PAGES

Europe-Turquie: la bataille des chiffres

Carole Lager

«Les grandes personnes aiment les chiffres», constaterait avec raison le Petit Prince de Saint-Exupéry, s'il consultait les médias qui nous inondent régulièrement de statistiques. On y apprend ainsi que les entreprises turques sont déjà omniprésentes en Europe (*Le Monde*, 4 octobre 2005). L'Union européenne, en absorbant 55% des exportations de la Turquie, est le principal débouché du pays. En Europe, un poste de télévision sur trois est turc. Calvin Klein commande ses jeans en Turquie. Que ce soit des PME et PMI (qui constituent plus de 80% de l'économie turque) ou des grands conglomérats nationaux et familiaux (publics ou privés), l'économie turque a le vent en poupe. L'intégration des entreprises turques à l'économie mondiale s'est accélérée: les exportations ont doublé

en trois ans. Et cela va continuer. Depuis 2000, des accords de libre-échange ont été signés avec 14 pays, et un plan stratégique a été lancé la même année pour le Moyen-orient, l'Asie centrale et l'Europe de l'Est. Parallèlement, le niveau de vie a augmenté de 25% en trois ans et le taux d'inflation, de 70% en 2001, a été ramené en-dessous de 8% au cours des douze derniers mois (*Le Monde*, 13 octobre 2005). Même si la Turquie, qui compte 72 millions d'habitants - dont les deux tiers ont moins de 30 ans -, reste un pays en développement avec une dette de 200 milliards d'euros.

Les chiffres sont importants, souvent parlants, mais comme dirait le Petit Prince, ils ne sauront jamais rendre compte de «l'essentiel»: l'aspect humain. Faute

de mieux, cet aspect est là aussi répercuté par des chiffres lancés par les organisations des droits de l'homme, dans des domaines aussi divers que la liberté d'expression; la liberté d'association et de rassemblement; la torture, les mauvais traitements et les conditions de détention; le droit à un procès équitable; le droit des minorités; les violences et discriminations contre les femmes; et la situation au Kurdistan. Pour la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), la Turquie semble s'être engagée dans un véritable processus de démocratisation et de respect de l'état de droit et des droits de l'homme, mais des violations de ces droits subsistent, en raison surtout du délai d'application et de certaines résistances à la mise en oeuvre des réformes au niveau local. ■



Point de vue [A suivre...]

A SUIVRE...

Al-Jazira, en direct sur toutes les télévisions françaises

Ghania Tinakicht



Doctorante à l'Ecole de droit, sciences politiques et histoire de l'Université Robert Schuman (Strasbourg) et parrainée par le Centre universitaire d'études du journalisme (CUEJ); elle mène des recherches sur les stratégies d'information et de communication mises en œuvre par Al-Jazira.

Le paysage audiovisuel français n'échappe pas plus que les autres au phénomène Al-Jazira. Désormais, il n'est pas rare que le téléspectateur français s'entende dire par son présentateur habituel: «Des images exclusives de la chaîne Al-Jazira, la chaîne d'information du Qatar». Dès lors que les images parviennent jusque dans son poste de télévision et qu'on a même pris le soin de lui traduire les propos originels, le spectateur est en droit de s'interroger sur la véritable nature d'Al-Jazira et, surtout, sur le crédit qu'il convient de lui accorder.

Premier constat: pour un spectateur francophone, la chaîne qatarie, diffusée en arabe, n'est pas accessible directement. Force est de constater que la seule façon pour lui de se faire une opinion est de se fier aux médias français. C'est pourquoi nous avons étudié le média télévisuel, le préféré des Français, celui qui touche le plus grand nombre d'entre eux. Notre objectif: observer le parcours d'Al-Jazira en France et l'image que la chaîne s'y est forgée peu à peu. Pour ce faire, nous nous sommes adressés à l'Institut national de l'audiovisuel, mémoire vivante de la télévision française:

une décennie d'archives à visionner à partir du 1^{er} octobre 1996, date du lancement d'Al-Jazira.

Un deuxième constat s'impose: la nécessité de s'armer de patience, car Al-Jazira n'est encore qu'une belle inconnue à ses débuts. Il faut attendre les événements du 11 septembre 2001 pour qu'enfin tous les regards se tournent vers elle. C'est alors que la chaîne qatarie fait sensation, pour ses précieuses informations sur Oussama Ben Laden et pour avoir été la seule à obtenir ses fameuses casquettes.

Mais elle intéresse aussi les journalistes français pour ce qu'elle représente, c'est-à-dire une chaîne d'information arabe disposant d'une liberté de ton qui n'existait pas auparavant. Elle amène un certain souffle de démocratie au sein des clanocraties que sont les pays du Golfe. Elle est aussi applaudie pour sa contribution à l'intégration et à l'émancipation de la femme dans le monde arabe. Son journaliste vedette n'est autre qu'une femme, Khadidja Ben Gunna. Des valeurs de liberté et de modernité qui ne peuvent que trouver un écho en France.

Enfin, et c'est une première, Al-Jazira n'est pas seulement une source d'information et d'images pour les différents journaux télévisés nationaux, mais aussi un concept qui intéresse et fascine. Ainsi, la chaîne a-t-elle été présentée sous toutes les formes possibles: dans des reportages diffusés au journal télévisé, mais aussi sous forme de documentaires et au cours de talk-shows, tandis que certains magazines d'information invitent les journalistes de la chaîne arabe à débattre de leur propre travail.

Il est bien évident que le concept Al-Jazira suscite des convoitises, notamment celle de l'Etat français qui souhaite lancer sa propre chaîne d'information à vocation internationale: C2i. N'oublions pas non plus le Conseil supérieur de l'audiovisuel, qui a choisi d'enregistrer tous les programmes de la chaîne afin de mieux la surveiller. Mais qui aime bien, châtie bien! ■



Prochainement dans La Lettre du CERMAM

La guerre des images dans le Monde arabe
Le Koweït, fin de règne
Forum de l'Avenir
Centre du Bahreïn des droits de l'homme
Etude de l'architecture de la période islamique en Iran

Pour recevoir nos publications ou vous abonner à cette lettre, prière de nous écrire: publications@cermam.org

L'actualité continue sur www.cermam.org

La Lettre du CERMAM

Directrice de la publication

Victoria Curzon Price

Directeur de la rédaction

Hasni Abidi

Secrétaire de rédaction

Carole Lager

Collaborateurs

Halla Al Najjar

Samia Aloui

Yasmine Chikhi

Salima Djebbari

Philippe Jacques

Myriam Suard

Chiara Sulmoni

Ghania Tinakicht

Crédits photos

Nicolas de Lavergne

Graphisme et mise en page

mariocuddeDesign

Impression

Imprimerie des Bergues, Carouge

ISSN 1661-3538